



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Lons-le-saunier, le 17/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PRAXYVAL**

Route de Chalon  
71640 Givry

Références : -

Code AIOT : 0005401783

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement PRAXYVAL implanté Route de Chalon 71640 Givry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite faisait suite aux démarches de l'entreprise liée à la cessation d'activité du site, et notamment à la démolition des bâtiments et aux investigations complémentaires demandées par l'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRAXYVAL
- Route de Chalon 71640 Givry
- Code AIOT : 0005401783

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2007, la société PRAXYVAL a pris possession des installations de fabrication de peintures précédemment exploitées par la société ZOLPAN (arrêté d'autorisation n° D2B2-00-3957 du 1er septembre 2000). Le projet de la société était de développer sur le site, en lieu et place des activités de ZOLPAN, une activité de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets ménagers et industriels dangereux. Cette activité n'a finalement pas été mise en oeuvre.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Mémoire de réhabilitation	AP Complémentaire du 26/10/2021, article Article 2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en sécurité, des défauts dans la clôture et des tas de déchets verts secs ont été identifiés. L'exploitant devra remédier à ces non-conformités sous 15 jours et en transmettre les justificatifs à l'inspection.

La démolition des bâtiments a été constatée, permettant la réalisation d'investigations complémentaires au droit de ceux-ci. Celles-ci n'ont pas permis de conclure si l'état des milieux était compatible avec l'usage artisanal prévu. D'autres investigations complémentaires sont nécessaires, sur les gaz du sol et éventuellement les eaux souterraines. L'exploitant devra transmettre sous 15 jours le bon de commande et le calendrier de réalisation de ces nouvelles investigations.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>
I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant

notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

#### **Constats :**

Étude documentaire

Le site a été racheté à ZOLPAN par Praxyval en 2007. Il avait précédemment été exploité par Guillot de 1976 à 2000 puis par ZOLPAN de 2000 à 2007.

L'exploitant a notifié l'arrêt définitif de l'activité le 3 février 2022.

Par courrier du 15/03/2022, l'inspection avait demandé de préciser les conditions de mise en sécurité du parc de réservoirs aériens de stockage des produits liquides toujours présent sur le site (dégazage, nettoyage, inertage).

Le rapport « Praxyval - mémoire de réhabilitation - synthèse des données existantes et visite de site - Givry (71) » TAUW N°R001-1619525PAE-V01 du 5 octobre 2022 transmis par courrier du 29/11/2022, indique :

« Les cuves contenant des produits aqueux, dont des solvants, ont été inertées avant que le site ait été racheté en 2007 et ont été laissées ouvertes depuis cette même date. L'attestation de la société Valvert du 14 mars 2022, présenté en Annexe 4 confirme que les cuves sont vides. Dans le cadre de travaux de démolition des superstructures, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de démolir en août 2021, il est prévu que l'ensemble des déchets résiduels encore présents sur site soit évacué vers les filières agréées. »

Concernant la gestion des déchets mentionnés dans le rapport TAUW du 29/11/2022, l'exploitant a transmis par courriel du 26/07/2024 :

- L'attestation de prise en charge par la société PASSARD des déchets type DIB et des déchets métalliques
- Les CAP et BSDA relatifs à la gestion des déchets amiantés
- Le récapitulatif d'évacuation des matériaux inertes.

→ L'attestation de prise en charge par la société PASSARD des déchets type DIB et des déchets métalliques.

<p>L'attestation de valorisation et de traitement des déchets pris en charge par PASSARD a été émise le 01/12/2023 et tant qu'intermédiaire assurant une activité de collecte, de tri, de négoce de déchets en vue de leur valorisation (récépissé 2024-003-NC). Elle vise les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* déchets valorisables en mélange : 68,74 tonnes</li> <li>* ferraille : 454,12 tonnes</li> <li>* platinage : 23,12 tonnes</li> <li>* ferraille DI à cisailer : 13,82 tonnes</li> </ul> <p>→ Les CAP et BSDA relatifs à la gestion des déchets amiantés concernent 2 installations d'élimination :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ISDD - Suez RR IWS Minerals France - Drambon K1 :* BSDA ref CAP 1332556-DRA1 pour 1,749 tonnes de plaques de faux plafond ;</li> <li>* BSDA ref 1332578-DRA1 pour 0,026 tonnes de joints de bride ;</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas transmis les CAP relatifs à ces déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ISDND casier amiante dédié - Suez RR IWS Minerals France - Drambon K2 :</li> <li>* BSDA ref 1351722-DRA2 pour 0,089 tonnes de conduit amiante ciment intègre ;</li> <li>* 2 BSDA ref 1351728-DRA2 pour 1,271 tonnes et 10,34 tonnes de plaques fibrociment intègre.</li> </ul> <p>→ Le récapitulatif d'évacuation des matériaux inertes fait état de l'évacuation de 242,18 tonnes de gravats vers l'ISDI Essertenne 71 SNT-PAM et de l'évacuation vers la plateforme GUINOT Torcy 71 de 420,44 tonnes de gravats.</p> <p>L'exploitant a déclaré en mairie de Givry le 24/11/2023 l'achèvement et la conformité des travaux relatifs au permis de démolir N°PD7122121E0003. Les travaux ont été achevés le 22/09/2023.</p> <p>Visite terrain</p> <p>La visite d'inspection du 26/07/2024 a permis de constater que les bâtiments ont été démolis. Les dalles ont été conservées. Il n'y a pas eu excavation/ remaniement des sols. Des bassins de décantation (précédemment utilisée par ZOLPAN) d'une surface importante mais peu profondes sont également visibles au Nord du site. Des regards plus profonds, bouchés par des éléments béton, ont également été observés au niveau des dalles. Les piézomètres n'ont pas été retrouvés. La visite a par ailleurs permis d'identifier que la clôture du site était trouée ponctuellement à proximité d'un portillon, qu'elle était pour partie remplacée par un merlon de gravats au niveau d'un accès véhicules, et que des tas de déchets verts secs importants, potentielles sources d'incendie, étaient laissés sur site. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il procéderait à l'évacuation des déchets verts et à la réparation de la clôture sous un délai de 1 mois. L'exploitant a transmis le 17/09/2024 des photos montrant que la clôture avait été réparée. Il a demandé à cette même date de repousser le délai d'évacuation des déchets verts au 18/10/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois:</p> <p>=&gt; Il est demandé à l'exploitant de justifier l'évacuation des déchets verts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 2 : Usage futur**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.  II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 18/11/2022, l'exploitant a proposé un usage d'activités à caractère artisanal, en conformité avec la vocation de la zone, à monsieur le maire de Givry. Celui-ci a formulé un accord oral pour cet usage. Par ailleurs, la communauté du GRAND CHALON AGGLOMERATION n'a pas formulé d'observation à la proposition d'usage formulée le 03/02/2022. L'usage futur retenu est donc un usage artisanal.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/10/2021, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  En application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, le délai de réalisation du mémoire de réhabilitation prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement est fixé à 12 mois, à compter de la détermination de l'usage futur du site. Ce mémoire précise, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1 Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2 Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3 En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4 Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

## Constats :

- **Etat des sols**

### Étude documentaire

Le rapport « Praxyval - mémoire de réhabilitation - synthèse des données existantes et visite de site - Givry (71) » TAUW N°R001-1619525PAE-V01 du 5 octobre 2022 indique que « Lors des travaux de démolition des superstructures, les matériaux et déchets résiduels devront être orientés vers les filières de revalorisation ou élimination agréées dans le respect de la réglementation en vigueur.

En cas d'excavation et d'évacuation hors site de terres, les déblais devront être caractérisés afin de les orienter vers les filières agréées.

Il convient de ne pas remanier les sols dans les secteurs investigués ayant mis en évidence la présence de métaux lourds à des teneurs supérieures au bruit de fond géochimique et d'encadrer les usages sensibles (pas de jardins potagers, pas de vergers...)»

Par courrier du 7 février 2023, l'administration a demandé à l'exploitant de compléter l'état des connaissances sur la contamination en métaux dans les sols au droit des dalles construites jamais investigués (justifiant le maintien en place d'une couverture) d'une part, et sur les teneurs en composés volatils dans les sols (surfaces bâties et non bâties) d'autre part [...] afin de permettre un simple classement en SIS.

Le rapport complémentaire « diagnostic complémentaire - Praxyval Givry (71) » TAUW N° R001-1621327GAT-V01 du 20 juin 2024 indique :

→ Qualité des sols : « Les résultats d'analyses mettent en évidence la présence de métaux sur l'ensemble des sondages et de substances organiques (solvants, hydrocarbures) de façon plus ponctuelle dans des concentrations globalement cohérentes avec un contexte urbain à industriel. Pour les extérieurs, il n'est pas mis en évidence d'incompatibilité sanitaire pour un futur usage industriel ; la mise en place de servitudes n'est pas nécessaire.»

→ Qualité des gaz du sol : « Détection de composés organiques volatils (BTEX, COHV) ne permettant pas de statuer sur l'absence de risques sanitaires inacceptables pour les travailleurs du site dans le cas d'un usage futur industriel.»

-> Le schéma conceptuel d'exposition met en évidence une voie d'exposition sur site par inhalation de vapeurs : « présence de trichloroéthylène détecté dans des concentrations pouvant induire un risque sanitaire potentiel » (au niveau de l'ancien bâtiment) ; les recommandations suivantes sont formulées :

« - La réalisation d'une seconde campagne de gaz du sol ;

- La mise en place d'ouvrages complémentaires (vapor-pin ou piézair) autour de S3 afin de délimiter l'impact identifié au droit de cet ouvrage ;

- L'absence de servitudes au droit de S1 et S2 sous réserve des résultats obtenus lors de la seconde campagne ;

- La mise en place potentielle d'une servitude autour de S3 ;

- La réalisation d'une évaluation quantitative des risques sanitaires. »

L'analyse par l'inspection des documents transmis montre que :

- dans les gaz du sol, détection de BTEX et COHV en PzaS3 (38 521,8 µg/ m<sup>3</sup> de TCE), PzaS2 (benzène 7,46 µg/ m<sup>3</sup>, 1 163,09 µg/ m<sup>3</sup> en somme des hydrocarbures aliphatiques C5-C16 et 179,44 µg/ m<sup>3</sup> en somme des hydrocarbures aromatiques C6-C16) et PzaS1 (880,54 µg/ m<sup>3</sup> en somme des hydrocarbures aliphatiques C5-C16 et 104,35 µg/ m<sup>3</sup> en somme des hydrocarbures aromatiques

C6-C16)

- dans les sols, absence de détection de BTEX et COHV en S2 et S3, détection de 0,11 mg/ kg MS en tétrachloroéthylène (PCE) en S1 (+détection de HCT en S4 à hauteur de 480 mg/ kg MS)
- La compatibilité de l'état des milieux avec un usage futur artisanal n'est pas démontrée.
- Les bétons de la dalle n'ont pas été analysés.

L'exploitant a transmis à l'inspection un devis de TAUW du 9 juillet 2024 pour la réalisation d'investigations complémentaires relatives aux gaz du sol, visant à vérifier la compatibilité de l'état des milieux (sols) avec le type d'usage prévu pour le site de l'installation. Cette démarche, qui est de nature à répondre aux exigences réglementaires, a également fait l'objet d'un échange entre l'exploitant, le bureau d'études et l'inspection le 9 août 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection le 17/09/24 la commande de ces investigations.

#### Visite d'inspection

La visite d'inspection a permis d'identifier que la dalle du bâtiment, qui a été conservée lors de la démolition, présente des tâches. Les piézaires PzaS1, PzaS2 et PzaS3 ont été vus.

- **Qualité des eaux souterraines**

#### Étude documentaire

Le rapport « praxyval - mémoire de réhabilitation - synthèse des données existantes et visite de site - Givry (71) » TAUW N°R001-1619525PAE-V01 du 5 octobre 2022 fait référence à l'étude réalisée en 2002 pour l'ancien exploitant ZOLPAN et à l'Evaluation Simplifiée des Risques de 2006/2007. Il indique :

« Des niveaux aquifères locaux, d'extension limitée, peuvent être rencontrés dans les séries quaternaires sablo-argileuses de la forêt de la Ferté. Leurs possibilités aquifères sont généralement très faibles. Au droit du site, deux niveaux d'arrivée d'eaux ont été constatés dans le secteur de l'usine, en rapport avec la lithologie observée sur le site (source : rapport Geotec) :

- une nappe de stagnation dans les limons superficiels peu compacts ;
- une nappe dans les sables profonds.

Le sens d'écoulement général de la nappe est orienté vers le nord-est. »

Il conclut :

« Les résultats des analyses sur l'eau souterraine étaient conformes aux critères de potabilité : « eau potable ». »

L'analyse des éléments transmis montre que les résultats sont bien en dessous des critères de potabilité sur tous les piézomètres.

Le devis TAUW du 9 juillet 2024 relatif aux investigations complémentaires transmis par l'exploitant n'inclut pas la réalisation de campagnes de surveillance des eaux souterraines, malgré l'ancienneté des analyses (2002) et la détection de solvants chlorés dans les gaz du sol.

#### Visite d'inspection

La visite d'inspection n'a pas permis de retrouver les piézomètres. L'exploitant a indiqué que les piézomètres n'étaient plus existants lors du rachat du site à ZOLPAN. Il n'a pas pu justifier de leur comblement dans les règles de l'art.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



Dans un délai de 15 jours:

=> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le calendrier des investigations complémentaires. Il est demandé à l'exploitant que ces investigations complémentaires permettent de vérifier la compatibilité des milieux avec l'usage futur artisanal proposé au maire de Givry.

=> Il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence d'investigations complémentaires sur les eaux souterraines, sur la base d'un argumentaire de son bureau d'études. Dans le cas où cette position ne serait pas justifiée, l'exploitant transmettra un bon de commande et le calendrier pour faire procéder à une surveillance des eaux souterraines hautes eaux / basses eaux a minima sur un piézomètre amont et 2 piézomètres aval.

Les résultats des investigations seront transmis à l'inspection dans les meilleurs délais. Si cela s'avère nécessaire, un dossier de restrictions d'usage sera également transmis dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours